



## MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

### Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 13 novembre 2023

#### Délibération n° 23.06.73 - Cession des jardinets situés sur la parcelle communale cadastrée section D n°1387 en bordure de l'allée des Ecoles.

L'an deux mille vingt-trois le treize novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

**Date de la convocation :** mardi 07 novembre 2023

#### Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, David ROLFI, Fabienne LEQUENNE, Julien DURANDO

#### Absents :

Didier CHEVALAZ, Floris GRANDVARLET, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY

#### Procurations :

VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à LEQUENNE Fabienne, SORET Elisabeth a donné pouvoir à HUDDLESTONE Stéphane, BONZI Laurent a donné pouvoir à MELET Christophe, ZEGRE Nadia a donné pouvoir à DURANDO Julien, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à COTTE Philippe

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	17	6	6	23

Vu l'article L 2121-29 du CGCT,

Vu les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,

Considérant que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de son aliénation et ses caractéristiques essentielles ;

Considérant que la parcelle cadastrée section D numéro 1387 appartient au domaine privé de la commune ;

Considérant la nécessité de régulariser la situation des espaces « privatisés » devant les appartements sis sur la parcelle D1387 ;

Considérant le travail de division réalisé par géomètre afin de détacher l'emprise des jardinets existants sur la parcelle susmentionnée et bordant l'Allée des Ecoles en créant au total 7 lots matérialisés sur le document d'arpentage annexé à la présente ;

Considérant l'avis du domaine en date du 19 avril 2023 précisant la valeur vénale au mètre carré des emprises à usage de jardinets ;

Madame le Maire rappelle que, par un courrier envoyé le 05 septembre 2022 à l'ensemble des propriétaires des appartements situés au rez-de-chaussée sur la parcelle cadastrée section D 1387, il a été rappelé que les espaces jardinets situés entre l'allée des Ecoles et les appartements en question appartiennent au domaine privé de la commune et qu'à ce titre, ils ne peuvent légalement faire l'objet d'une appropriation sans qu'une régularisation intervienne.

Poursuivant cet objectif, Madame le Maire précise qu'après avoir saisi les Domaines, il a été proposé aux 5 propriétaires concernés d'acquérir la portion de terre correspondant à l'emprise du jardinets présent devant chacun des appartements pour un montant de 4500 euros hors frais d'acte (*estimés à environ 1000€*).

Pour une meilleure compréhension, il est ici précisé que Madame LACAN est propriétaire des deux appartements situés au rez-de-chaussée du bâtiment sis sur la parcelle cadastrée section D n°1281 et qu'ainsi, il lui a été proposé d'acquérir deux lots (1 et 2) correspondant aux jardinets situés devant chacun de ses deux appartements.

Madame le Maire énonce que 4 propriétaires sur 5 (*dont les noms sont listés dans le tableau ci-dessous*) ont matérialisé par écrit leur accord relativement à l'acquisition de la/les dite(s) parcelle(s) au prix proposé par la commune (*cf. accords annexés à la délibération d'espèce*).

Le dernier des propriétaires reste quant à lui injoignable notamment suite à une mutation de propriété récente. Sur ce point, il est mentionné que la commune tentera à nouveau d'entrer en contact avec cette personne propriétaire de l'appartement situé au sein de l'immeuble cadastré section D n°1282 (*rez-de-chaussée*) en face du lot n°6 afin de lui proposer la cession dudit lot. En cas de refus de sa part d'acquérir le lot en question, Madame le Maire précise qu'il lui sera demandé de libérer l'espace occupé sans autorisation.

Ainsi, il est aujourd'hui question de céder les lots 1 à 5 apparaissant au sein du document d'arpentage ci-joint aux propriétaires de appartements situés au rez-de chaussée des immeubles D1281, 1282 et 1304 selon les modalités récapitulées ci-dessous :

NOM DE L'ACQUEREUR	PRENOM(s) DE(s) (l')ACQUEREUR(s)	LOT(s) A CEDER (inscrit au document d'arpentage annexé à la présente)	SURFACE(s) CEDEE(s)	PRIX DE CESSION (hors frais d'acte)
LACAN	Patricia	1 et 2	35 et 38m2	9000€
MISTRE	Robert	3	39m2	4500€

COMBI	Nicolas et/ou Lili	4	42m2	4500€
FULCONIS	Fabrice	5	43m2	4500€

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'autoriser la cession au profit de Madame LACAN Patricia des lots 1 et 2 inscrit sur le document d'arpentage annexé à cette délibération d'une surface totale de 35 et 38m2 pour un montant total de 9000€ (2x4500€);
- d'autoriser la cession au profit de Monsieur MISTRE Robert du lot 3 inscrit sur le document d'arpentage annexé à cette délibération d'une surface totale de 39m2 pour un montant total de 4500€ ;
- d'autoriser la cession au profit de Madame et/ou Monsieur COMBI Lili et Nicolas du lot 4 inscrit sur le document d'arpentage annexé à cette délibération d'une surface totale de 42m2 pour un montant total de 4500€ ;
- d'autoriser la cession au profit de Monsieur FULCONIS Fabrice du lot 5 inscrit sur le document d'arpentage annexé à cette délibération d'une surface totale de 43m2 pour un montant total de 4500€ ;
- de l'autoriser à mandater un notaire pour représenter la commune ou à mandater une assistante à la rédaction d'acte en cas de cession réalisée par voie d'acte en la forme administrative ;
- d'inscrire les éventuels crédits nécessaires au budget ;
- de l'autoriser à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.**

**Le Maire,**



**Nathalie GONZALES**